

 <b>GOVERNEMENT</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
--	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Chamrousse
SIRET/SIREN
213805674
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
35 Place des TROLLES, 38410 CHAMROUSSE
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame le Maire de Chamrousse, Brigitte DESTANNE DE BERNIS
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Monsieur le Directeur Général des Services, Daniel LIGNEY
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Colombe BUEVOZ, Agence d'urbanisme de la région grenobloise
2. Identification du PLU
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU
<b>2.2 Intitulé du document</b>
PLU de Chamrousse
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
PLU approuvé le 25 novembre 2019 <a href="http://www.mairiechamrousse.com/urbanisme/plu">http://www.mairiechamrousse.com/urbanisme/plu</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Chamrousse
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
Majorité des secteurs U de la commune (secteurs du Recoin et de Roche-Béranger)

3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET adopté par le Conseil régional les 9 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. <a href="#">Le SRADDET - Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires en Région Auvergne Rhône-Alpes (civocracy.org)</a>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Le territoire est couvert par le SCoT de la Région Urbaine de Grenoble (approuvé le 21 décembre 2012 et modifié le 23 octobre 2018)
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<b>Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée (2022-2027)</b> entré en vigueur le 4 avril 2022 (arrêté d'approbation du préfet le 21 mars 2022) <a href="#">SDAGE 2022-2027 (en vigueur)   L'eau dans le bassin Rhône-Méditerranée (eaufrance.fr)</a>
<b>Le SAGE Drac-Romanche</b> adopté par la CLE le 3 décembre 2019 et approuvé par arrêté inter-préfectoral du 13 janvier 2020 <a href="https://www.cle-bievre-liers-valloire.fr/sage-presentation-schema-amenagement-gestion-eaux.php">https://www.cle-bievre-liers-valloire.fr/sage-presentation-schema-amenagement-gestion-eaux.php</a>
<b>Le PGRI Rhône-Méditerranée (2022-2027)</b> approuvé par arrêté inter-préfectoral du 21 mars 2022 <a href="https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/pgri-2022-2027">https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/pgri-2022-2027</a>
<b>Le SRCE Rhône-Alpes</b> adopté par délibération du Conseil régional du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16/07/2014 <a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/srce-rhone-alpes-a10983.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/srce-rhone-alpes-a10983.html</a>

**Le PCET de la communauté de communes Le Grésivaudan**

approuvé le 23 septembre 2013. L'EPCI a délibéré le 29 janvier 2018 pour s'engager dans la révision de ce PCET, au profit d'un PCAET. L'élaboration de ce nouveau document est en cours.

<https://www.le-gresivaudan.fr/507-le-plan-climat-air-energie-territorial.htm>

**3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU**

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

4 mai 2019

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

/

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

L'évaluation environnementale a été actualisée en mars 2021, à l'occasion du projet d'équipement en enneigeurs de la piste du Schuss des Dames – Secteur Roche Béranger.

Actualisation de l'évaluation environnementale :

<https://www.isere.gouv.fr/content/download/57578/385367/file/20TEC0147C%20-%201-Actualisation%20EI%20Roche%20B%C3%A9ranger%20-%20Projet%20Schuss%20des%20Dames%20avec%20annexes-1-150.pdf>

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Le projet d'équipement en enneigeurs de la piste du Schuss des Dames a suscité un dialogue sur la gestion des ressources en eau potable entre l'autorité environnementale et la Commune. Cette dernière a été amenée à compléter son dossier de Demande d'Autorisation relative à la construction de la retenue d'altitude sur le secteur de Roche Béranger. Les compléments apportés au dossier ont notamment permis de conforter les premières conclusions en matière d'impact sur la gestion des ressources en eau potable : « *une fois la retenue en place, le volume d'eau mobilisable par la commune pour la production de neige de culture sera de 225 000 m3 d'eau toutes retenues confondues. Ce volume est suffisant pour couvrir tous les besoins en eau futur de la station sans entrer en conflit avec la ressource dédiée à l'eau potable.* »

Parmi toutes les évolutions prévues par la procédure de modification simplifiée n°2, la seule concernant l'eau potable a un effet indirect et marginal sur la gestion de l'eau potable. Il s'agit de l'augmentation de la hauteur maximum sur un secteur limité de la zone ULp, qui a pour objectif de permettre la réalisation d'une résidence pour travailleurs saisonniers. 20 petits studios sont prévus. L'accueil de cette nouvelle population n'est pas de nature à bouleverser les équilibres de la gestion en eau sur la commune.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non



Depuis la dernière adaptation de l'évaluation environnementale initiale, le PLU de Chamrousse a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée (MS1), qui ne visait que la rectification d'une erreur matérielle dans le règlement écrit et d'une erreur matérielle dans le règlement graphique. La modification du règlement graphique ne produit aucun impact sur l'environnement, puisque cette première modification a retraduit les zonages protégés (captages et zone Natura 2000) et la compatibilité avec les documents de portée supérieure ne saurait être remise en cause. La correction de l'erreur matérielle dans le règlement écrit consistait à rectifier une omission en autorisant les ICPE soumises à déclaration en zone UC.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

La modification simplifiée n°1 du PLU de Chamrousse a été approuvée le 07 décembre 2021.

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

La présente procédure est une modification simplifiée, menée en application des articles L.153-36 à L.153-40 relatifs à la modification du PLU, et L.153-45 à L.153-48, relatifs à la procédure de modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme.

##### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

407 habitants

*Population municipale légale en vigueur au 1er janvier 2022, millésimée 2019, définie dans les limites territoriales en vigueur au 1er janvier 2021, date de référence statistique : 1er janvier 2019.*

##### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1240,3			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	67,9	5,5	67,9	5,5
zones 1 AU	0	0	0	0
zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	0	0	0	0
zones N	1172,4	94,5	1172,4	94,5
Total	1240,3	100	1240,3	100

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Au regard des besoins classiques de la commune et en compatibilité avec les orientations et les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Urbaine Grenobloise en matière de dimensionnement de l'enveloppe urbanisable dans les documents d'urbanisme locaux, la commune a identifié 2,77 ha de foncier en densification des tissus existants. Cette enveloppe dimensionnée pour les 12 prochaines années représente une consommation moyenne de 0,27 ha / an (contre 0,24 ha entre 2005 et 2015).

##### 4.3 Caractéristiques de la procédure

### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Depuis son approbation, le PLU a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée, afin de rectifier plusieurs erreurs matérielles et de compléter la règle sur les toitures en zone UC. La poursuite de la mise en œuvre opérationnelle des projets vient pointer d'autres évolutions à apporter aux règlements écrit et graphique. Ces évolutions permettent la mise en œuvre du PADD et restent marginales.

Plus précisément, cette procédure d'évolution se donne pour principaux objectifs complémentaires :

- Modifier les règles de stationnement pour diminuer la place de la voiture en cœur de station et mieux en compte les spécificités liées à un territoire de montagne (dénivellement, pente, stockage de neige) ;
- Modifier des règles de hauteur maximum, afin d'une part de permettre un projet de résidence pour travailleurs saisonniers et ainsi développer les opportunités d'exercer une activité professionnelle dans la station, et d'autre part de limiter les vis-à-vis en zone UD ;
- Modifier la règle relative aux plantations, afin d'améliorer l'intégration des nouvelles constructions dans le tissu environnant.

L'objet de la présente modification simplifiée est :

- De modifier la règle concernant le stationnement et d'adapter le reste du règlement écrit pour maintenir une cohérence d'ensemble :
  - Très légère diminution des obligations en matière de stationnement pour les résidences touristiques en zone UC ;
  - Distinction entre hôtels et résidences touristiques au sein des sous-destinations du règlement ;
- De créer une règle de stationnement spécifique aux logements locatifs sociaux :
  - Création d'une règle concernant le stationnement des logements locatifs sociaux en zones UC et UD
  - Introduction dans le même temps de l'obligation de couvrir les places de stationnement liées aux logements locatifs sociaux
  - Ajout dans le lexique de la définition de "places couvertes"
- De modifier une règle de hauteur maximale des constructions :
  - Légère augmentation de la hauteur maximale des constructions sur un secteur réduit de UL ;
- De préserver les éléments végétaux préexistants aux projets en zones UC et UD.

### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

/

### 4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Au sens strict (mesuré par le coefficient d'occupation du sol), la procédure n'a pas pour effet d'augmenter la densité de manière générale (procédure de modification simplifiée). Néanmoins, la hauteur maximum des nouvelles constructions est relevée de 3m sur un secteur réduit de la zone ULp (environ 1 ha), pour la réalisation d'un seul et unique projet, sans impacter la densité sur l'ensemble de la zone. Ainsi, au sens large où la densité est la résultante des règles d'emprise au sol, d'implantation et de hauteur, la densité est très légèrement augmentée sur ce secteur particulier de la zone ULp.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

/

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

/

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

/

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

/

**4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :
<input type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :
<input type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b>
<input type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
/

## 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ensemble du territoire communal est concerné par la loi Montagne.

Annexe II

Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'évaluation environnementale du PLU de Chamrousse relève deux sites Natura 2000 sur le territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Zone Spéciale de Conservation « Cembraie, pelouses, lacs et tourbières de Belledonne, de Chamrousse au Grand Colon », désigné au réseau Natura 2000 au titre de la directive Habitats (site FR8201733), qui occupe 57 % du territoire communal ;</li> <li>- La Zone Spéciale de Conservation « Tourbières du Luitel et leur bassin versant », désigné au réseau Natura 2000 au titre de la directive Habitats (site FR8201732), qui occupe 1 % du territoire communal.</li> </ul> <p><b><u>Les secteurs impactés par la modification simplifiée n°2 ne sont pas concernés.</u></b> (cf. Annexes, planche 1)</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur du Recoin et une partie du secteur de Roche-Béranger sont concernés par le périmètre du site inscrit « Pâturage de la Croix de Chamrousse ». De plus, tout le flanc sud-ouest / nord-est de la commune est concerné par le site classé de l'ensemble formé par le lac Achard et les balcons de Chamrousse.</p> <p><b><u>Les secteurs impactés par la modification simplifiée n°2 ne sont pas concernés.</u></b></p>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/



Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est couverte par une carte risques naturels (R111.3) valant plans de prévention des risques (PPR), approuvé le 31 décembre 1992.</p> <p><u>R111-3 de Chamrousse approuvé le 31/12/1992</u></p> <p>Dans le cadre de la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, qui a pour obligation de prendre en compte les risques naturels, la commune a fait réaliser puis a intégré réglementairement une carte d'aléas. Ces aléas sont retranscrits sur le règlement graphique. Les trames de risques ne sont pas remises en cause dans la présente modification simplifiée.</p> <p><b><u>Les modifications prévues dans le cadre de la procédure de modification n°2 n'aggravent pas l'exposition aux risques naturels.</u></b></p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Plusieurs zones humides ont été identifiées sur le territoire couvert par le PLU de Chamrousse, qu'il préserve à travers un classement en zone Nzh, inconstructible.</p> <p><b><u>Aucune des évolutions prévues dans le cadre de la modification simplifiée n°2 ne</u></b></p>

			<b><u>porte sur une zone humide ni n'a d'impact sur l'une d'elle.</u></b>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'évaluation environnementale du PLU de Chamrousse (p17) indique qu'aucun corridor écologique n'a été identifié au titre du SCOT. Le diagnostic environnemental a néanmoins délimité un principe de perméabilité à conserver entre Le Recoin et Roche Béranger, ce que le PADD a repris au sein de l'orientation 5.1, action 1 : « Préserver le corridor écologique identifié par le diagnostic environnemental, gage d'équilibre écologique à préserver en priorité, traduit par des prescriptions spécifiques ». Le projet assure la préservation des réservoirs et du corridor identifié dans le cadre de la déclinaison de la TVB locale par un zonage N, inconstructible, qui participe au maintien et à la valorisation des continuités écologiques.</p> <p><b><u>La présente modification ne vient pas impacter cet espace. (cf. Annexes, planche 2)</u></b></p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'ensemble de la commune est située en ZNIEFF de type II « Massif de Belledonne et chaîne des Hurtières ». Le secteur de la Croix de Chamrousse est aussi située en bordure de deux ZNIEFF de type I (Lacs Robert et lac du Crozet / Alpagnes Rochers et lac de la Botte).</p> <p><b><u>La présente modification ne vient pas impacter ces espaces.</u></b></p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire de la commune de Chamrousse comprend une aire de protection de biotope (Tourbière de l'Arselle).</p> <p><b><u>Au regard de leur localisation relative, les secteurs concernés par les évolutions de la modification simplifiée n°2 n'impactent pas la Tournière de l'Arielle.</u></b></p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plusieurs secteurs du territoire de la commune comprennent des EBC : d'une part un secteur nord assez étendu de la commune située entre les Lacs Roberts, la

prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			<p>Croix de Chamrousse et le couloir de Casserousse (secteur en zone Natura 2000 et ZNIEFF de type I), et d'autre part, un secteur sud situé au niveau du plateau de l'Arselle (secteur en zone Natura 2000, ZNIEFF de type I, APPB et tourbières).</p> <p><b><u>Les évolutions envisagées dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°2 ne concernent que des zones urbanisées. Elles n'impactent pas les sites nommés ci-dessus.</u></b></p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui, car l'ensemble du territoire communal est concerné par la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les zonages (UC, UD et ULp), dont les règles évoluent à travers la présente procédure, sont concernés soit par des secteurs inconstructibles suite à la prise en compte des risques naturels, soit par des secteurs constructibles avec prescription suite à la prise en compte des risques naturels.</p> <p><b><u>Néanmoins, les règles concernées (stationnement, hauteur maximum, préservation des éléments végétaux) ne sont pas de nature à aggraver l'exposition aux risques.</u></b></p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une partie des zones UD et UC est située au sein du site inscrit de la Croix de Chamrousse.</p> <p>Les évolutions réglementaires prévues par la procédure ne sont pas de nature à impacter la qualité du site (diminution du nombre de places de stationnement à réaliser, préservation des éléments végétaux). La couverture obligatoire des places de stationnement réalisées dans le cadre de la création de logements sociaux peut impacter à la marge les perspectives paysagères depuis Chamrousse, mais donnera lieu à un nombre très réduit de réalisations effectives.</p> <p><b><u>Aucune des évolutions prévues dans le cadre de la modification simplifiée n°2 ne porte sur un site inscrit ou classé ni n'a d'impact sur l'un d'eux.</u></b></p>
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine			
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone ULp comprend un élément de patrimoine bâti exceptionnel identifiés au règlement graphique au titre de l'article L151-19. La zone UC comprend un élément de patrimoine bâti exceptionnel et un élément de patrimoine bâti remarquable au titre de ce même article.  <b><u>La modification simplifiée n°2 du PLU ne prévoit pas de suppression d'un élément de patrimoine repéré au titre de l'article L151-19. Les évolutions opérées à proximité d'éléments repérés au titre de l'article L151.19 du Code de l'Urbanisme ne remettent pas en cause les protections édictées.</u></b>
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

### 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

### 7. Autres procédures consultatives

#### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Décembre 2022 / Janvier 2023

#### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Non

#### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

/

- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du public, organisée sur le fondement de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme



## 8. Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ). <b><u>Cf Annexes – planches 1 et 2</u></b>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> ) – <b><u>Cf Annexes</u></b>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

### 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(Personne publique responsable)

Fait à	CHAMROUSSE		Le, 20 décembre 2022
Nom	DESTANNE DE BERNIS	Prénom	Brigitte
Qualité	Le Maire		

Signature

Le Maire,

